



## **Evaluations finales du programme commun 2017-2021 de Viva Salud, KIYO et Solidagro**

### **Un programme commun**

Viva Salud, KIYO et Solidagro ont collaboré au sein d'un programme commun co-financé par le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement depuis 2017 et jusque fin 2021. Ce programme avait pour cadre l'approche basée sur les droits et était actif dans 11 pays : en Belgique, en Bolivie, au Brésil, au Burkina Faso, au Burundi, au Mali, au Maroc, en Palestine, aux Philippines, en RD Congo et au Sénégal.

[Viva Salud](#) est une ONG belge convaincue que chaque individu et chaque communauté a droit à la santé. C'est pourquoi Viva Salud soutient les mouvements sociaux du Sud dans leur lutte pour le droit à la santé. Aux Philippines, en Palestine, en République démocratique du Congo, à Cuba et ailleurs, Viva Salud fournit à ses partenaires des conseils et du soutien, en les aidant à mettre en place des organisations (plus) solides. Viva Salud les soutient également financièrement grâce aux subventions et aux dons que Viva Salud collecte en Belgique. De plus, Viva Salud soutient leur lutte à travers ses activités en Belgique et son réseautage international, tel que le Mouvement Populaire pour la Santé.

[KIYO](#) travaille à l'empowerment des enfants et des jeunes pour qu'ils puissent prendre leurs vies en charge et réaliser leurs droits. Avec ses partenaires, KIYO renforce leurs compétences à la vie et leurs compétences techniques. Cela leur permet d'apporter un changement individuel, sociétal et positif en tant que citoyens du monde.

[Solidagro](#) contribue à la réalisation du droit mondial à l'alimentation et l'eau en promouvant le système alimentaire agro-écologique. Dans la chaîne qui va de la production à la consommation, Solidagro convainc les organisations et les individus de se tourner vers l'agriculture écologique et ses produits. Solidagro renforce les mouvements qui défendent l'agroécologie, et plaide auprès des gouvernements pour qu'ils créent un cadre juridique et mettent en œuvre des politiques efficaces qui favorisent l'agroécologie. Solidagro contribue à réduire la concentration de pouvoir dans le système alimentaire industriel, à plus de souveraineté alimentaire pour des nations et des peuples, et à accroître la justice climatique.

Viva Salud, KIYO et Solidagro estiment que le développement durable est basé sur la réalisation de droits. Qu'il s'agisse des droits de l'enfant, du droit à la santé ou du droit à l'alimentation, ce n'est que quand les détenteurs de droits seront en mesure de pouvoir revendiquer leurs droits que les porteurs d'obligations, et en premier lieu - mais pas seulement - les autorités, rempliront, défendront et promouvront ces droits.

## Processus des évaluations externes

En 2021 et 2022, nous avons mené des évaluations externes pour chacun des objectifs que nous nous étions fixés. Certaines évaluations ont été menées sur le terrain, d'autres en mode desk study, sur la base des documents de suivi existants et de discussions avec le staff concerné.

En prenant le temps d'évaluer notre travail dans les 11 pays dans lesquels nous avons été actifs de 2017 à 2021, nous avons pu apprendre de ces 5 années de travail et rendre des comptes sur les résultats obtenus sur la base des critères suivants : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et durabilité. Bien que ces évaluations aient été menées en parallèle et par différents bureaux d'évaluation, le processus d'élaboration est resté commun. En effet, les termes de référence étaient les mêmes pour tous les pays et nous prenons ici le temps de revenir sur les enseignements à tirer de manière transversale et globale. De plus, en Belgique, aux Philippines et en RD Congo, plus d'une organisation du programme commun était active, les évaluations concernant ces pays ont donc été réalisées en commun.

Voici un aperçu de nos différents objectifs spécifiques et de la manière dont ils ont été évalués :

Pays	Belgique
Combinaison	3 OS
Type d'évaluation	Desk study
ONG concernée.s	Viva Salud, KIYO et Solidagro

- Des élèves en Belgique, quelle que soit leur origine (genre, religion et statut socio-économique), revendiquent leurs droits individuels et collectifs, et s'engagent en entreprenant des actions solidaires
- Des organisations sociales et des acteurs belges de la coopération au développement sont renforcés et se mobilisent afin de faire valoir les droits de l'enfant, le droit à l'alimentation et le droit à la santé, avec un focus sur l'approche basée sur les droits.
- Des décideurs politiques réagissent aux recommandations de réseaux d'intégrer l'approche basée sur les droits et de lui donner la priorité dans leurs politiques

A côté de ces 3 OS, il y en avait un 4<sup>e</sup> qui n'a pas été évalué car il bénéficiait d'une évaluation d'impact portant sur l'entièreté du programme et menée par HIVA-KUL. Voici son intitulé pour information : « La base sociale élargie du consortium s'engage pour faire accroître le soutien à l'approche basée sur les droits dans la coopération au développement. »

Pays	Bolivie
Combinaison	1 OS
Type d'évaluation	Evaluation terrain
ONG concernée.s	Solidagro

De BO van vrouwen en mannen uit de Cono Sur regio in Cochabamba hebben hun recht op voedselzekerheid en water afgedwongen uitgaande van de principes van voedselsoevereiniteit.

Pays	Brésil + Burundi + Maroc
Combinaison	1 OS par pays = 3 OS
Type d'évaluation	Desk study
ONG concernée.s	KIYO

- Brésil : De toepassing van de Kinderrechten wordt bevorderd in Brazilië door plichtsdragers bewust te maken van hun verantwoordelijkheden en rechthebbenden te ondersteunen (empowerment) om actief hun rechten op te eisen en te participeren in het jeugdbeleid volgens het IVRK en ECA.
- Burundi : Grâce à l'intervention coordonnée de la société civile burundaise, des structures communautaires participatives mixtes garantissent davantage les droits des tous les enfants.
- Maroc : Les droits de l'enfant sont d'avantage respectés au Maroc, parmi lesquels les enfants victimes de violences familiales et de rejet social car de MC, les enfants victimes de discrimination car ME et les enfants potentiellement ou effectivement victimes de violences sexuelles, dans les régions de Tanger et Rabat

Pays	Burkina Faso
Combinaison	1 OS
Type d'évaluation	Evaluation terrain
ONG concernée.s	Solidagro

15 communautés rurales au Burkina Faso ont amélioré leur capacité à faire respecter leur droit à la sécurité alimentaire et à l'eau, basé sur les principes de l'agro-écologie et ont pris l'engagement pour défendre leurs intérêts

Pays	Mali
Combinaison	1 OS
Type d'évaluation	Evaluation terrain
ONG concernée.s	Solidagro

3 communes rurales dans les cercles de Koro et de Bandiagara (Mali) ont amélioré leur droit à l'alimentation et à l'eau, selon les principes agro-écologiques, et ont pris l'engagement pour défendre leurs intérêts

Pays	Palestine
Combinaison	2 OS
Type d'évaluation	Evaluation terrain
ONG concernée.s	Viva Salud

a) Les organisations, mouvements et communautés de jeunes sont mieux représentés au sein du mouvement social palestinien pour défendre le droit à la santé de la population palestinienne de Cisjordanie, Jérusalem et la bande de Gaza.

b) Le mouvement social palestinien plaide pour le droit à la santé des Palestiniens à travers les réseaux vis à vis des porteurs d'obligations locaux et internationaux.

Pays	Philippines
Combinaison	1 OS commun 2017-2019 + 2 OS (a Viva Salud et Solidagro + b KIYO) 2020-2021
Type d'évaluation	Evaluation terrain
ONG concernée.s	Viva Salud, KIYO et Solidagro

c) 1 OS 2017-2019: A pool of Philippine CSOs is advocating rights based approaches in development resulting in a strengthened civil society effectively claiming people's rights.

d) OSa 2020-2021: A pool of Philippine CSOs is advocating rights based approaches in development resulting in a strengthened civil society effectively claiming people's right to health and food.

e) OSb 2020-2021: A pool of Philippine children's rights actors is advocating rights based approaches in development resulting in a better compliance with the International Convention on the Rights of the Child.

Pays	RD Congo
Combinaison	1 OS
Type d'évaluation	Evaluation terrain
ONG concernée.s	Viva Salud et KIYO

Les organisations partenaires congolaises, leurs réseaux et leur base sociale se mobilisent ensemble en vue d'améliorer les conditions de réalisation du droit à la santé et des droits de l'enfant pour tous.

Pays	Sénégal
Combinaison	1 OS
Type d'évaluation	Evaluation terrain
ONG concernée.s	Solidagro

Les capacités des détenteurs de droits (OCB d'agriculteurs(trices) et leurs fédérations, les COGES d'EHA) dans 7 communes de la région de Fatick (Sénégal) sont renforcées, envisageant de faire respecter le droit à l'alimentation et à l'eau potable, selon le modèle de l'agro-écologie.

### **Retour sur les conclusions**

Tous les évaluateurs et toutes les évaluatrices ont estimé que les objectifs spécifiques de notre programme commun étaient réalisés. Par rapport aux différents critères analysés, nous pouvons reprendre les éléments suivants qui nous semblent les plus intéressants à partager :

#### Pertinence

*Belgique* Les 3 objectifs spécifiques évalués correspondent aux besoins et représentent une valeur ajoutée dans le secteur de la coopération au développement, mais la TOC devrait être mieux connue par les staffs. L'approche basée sur les droits s'est révélée être un cadre de pensée très pertinent, utilisable et applicable.

*Burkina Faso* Le projet est crédité d'une très bonne pertinence en lien avec les priorités et les besoins des populations bénéficiaires. Les partenaires de mise en œuvre du programme au Burkina Faso ont été mis à contribution dans la conduite du programme (élaboration de l'arbre à problème et de l'arbre à solution, la zone d'intervention, la planification des activités et le ciblage des bénéficiaires). Les documents d'orientation au niveau local (PCD) ont servi de base aux partenaires à l'identification des priorités des communautés.

#### Cohérence

*Philippines* Le programme commun a créé un groupe d'organisations de la société civile qui sont reconnues, à des degrés divers, au niveau national et international pour leur travail de revendication du droit des personnes à la santé et à l'alimentation. Il a également renforcé un groupe d'acteurs des droits de l'enfant qui plaident en faveur d'une réalisation effective des droits de l'enfant aux droits de l'enfant - leurs droits à la vie, à la survie et au développement.

*RD Congo* Le programme se montre cohérent. A ce titre, on remarque que de nombreux transferts de connaissances ont eu lieu entre les différents partenaires se traduisant par une concrète acquisition de savoirs sur les thématiques du programme par les différents OSC partenaires; une participation active de KIYO et Viva Salud au dialogue entre les ONG belges actives en RDC ayant conduit notamment à la création d'un HUB Santé et le développement de synergies avec des ONGI, l'ONU, des organisations de la société congolaises ainsi que des plateformes nationales et internationales.

### Efficacité

*Belgique* Des économies d'échelle ont pu être réalisées grâce à l'organisation d'activités communes, au rapportage commun et à la participation de la coordinatrice du programme représentant les 3 organisations dans des trajets liés au CSC Belgique.

*Mali* L'atteinte des résultats et de l'objectif du projet est très satisfaisante en raison de plusieurs facteurs internes favorables qui ont influencé positivement l'exécution du projet. Ces facteurs sont l'engagement, la disponibilité et l'implication de tous les acteurs (collectivités, services technique, organisations communautaires de base, équipe du projet...).

### Efficiences

*Palestine* Grâce à l'utilisation efficace du temps, de la gestion et des ressources financières, le programme a mené à bien toutes les activités prévues avec un bon rapport coût-efficacité.

*Bolivie* Le programme crée des synergies entre les institutions spécialisées, qui, grâce à l'expérience, optimisent la planification des ressources. Les processus comptables ont été menés avec clarté. Il existait une capacité organique pour sa mise en œuvre dans la zone géographique, ce qui permettait une efficacité en termes de coûts et de temps.

### Durabilité

*Brésil* L'évaluation finale considère que le programme a été très positif, notamment au niveau local. Cependant, les bouleversements politiques et économiques provoqués par la présidence de Bolsonaro et la pandémie de COVID-19 ont affecté le succès du programme aux niveaux institutionnel et national et présentent des risques pour la durabilité des résultats dans les années à venir.

*Maroc* Le rapport conclut à l'appropriation de l'approche droits par les partenaires notamment dans la mise en place de nouvelles activités (alors que certains partenaires adoptaient initialement une approche basée sur les besoins).

### Impact

*Burundi* Les partenaires sont de plus en plus sensibles à la participation effective des enfants et n'envisagent plus leurs actions vis-à-vis d'eux selon une approche basée sur les besoins. Ils les considèrent désormais comme acteurs de changements. Cet engagement se traduit aussi par leur implication dans les Comités de Protection de l'Enfant (CPE), qui permettent d'identifier, de documenter et de suivre les situations de violations des droits de l'enfant.

*Sénégal* Plusieurs retombées positives sont attendues dans le moyen et long terme dont : la quasi disparition de la maladie de Newcastle, l'émergence de nouveaux emplois verts, le développement d'un marché bio au Sénégal, l'amélioration des revenus et de la qualité de la consommation alimentaire, une transformation socio anthropologique dans les rapports des communautés sur l'accès des femmes à la terre, une reconnaissance de l'Etat du Sénégal des semences paysannes dans le capital semencier du pays, une meilleure prise en

compte du droit des enfants dans les communautés et leurs autorités.

## Retour sur les recommandations

Nous avons choisi la recommandation par pays qui nous semblait la plus innovante et/ou ayant la plus grande portée.

### *Belgique*

Rôle de leader par rapport à l'approche sur les droits à institutionnaliser

Les résultats de notre séminaire approche droits organisés avec 14 organisations ont été publiés sur le site web [https://approchedroits-rechtenbenadering.be/?page\\_id=2043](https://approchedroits-rechtenbenadering.be/?page_id=2043). Des discussions sur un chantier avec 11.11.11 sont à planifier en 2022-2026.

### *Bolivia*

Développer une nouvelle forme de gestion pour la mise en œuvre d'un programme de continuité.

Dans le comité stratégique, outre les directeurs des homologues, certaines organisations externes importantes pourraient participer, comme les partenaires de synergie.

### *Brésil*

L'expérience de partenariat est très positive et les évaluateurs proposent à KIYO d'en faire une étude de cas.

Le cadre mutuel et partagé de renforcement des capacités est un domaine clé pour KIYO. Les bonnes expériences et leçons apprises sont partagées entre les bureaux de KIYO ainsi que dans un groupe de travail de ngofederatie.

### *Burkina Faso/Mali*

L'évaluateur propose à Solidagro de consolider le système de pilotage avec une adaptabilité aux besoins nouveaux des bénéficiaires.

Le système de pilotage, avec des réunions de coordination trimestrielles (au Burkina Faso) ou semestrielles (au Mali) sera maintenu. Cela permettra de toujours analyser les contraintes que rencontre le déploiement du programme sur le terrain et y apporter des réponses adaptées. Avec l'utilisation de la théorie du changement comme technique de planification du programme, il sera d'autant plus nécessaire de maintenir un tel système de management pour ré-ajuster à chaque fois que cela est nécessaire les actions du programme.

### *Burundi*

Les évaluateurs proposent à KIYO de favoriser l'engagement des acteurs institutionnels.

A l'avenir, les partenaires travailleront plutôt sur le développement des compétences des jeunes et des structures communautaires de jeunes à mieux plaider pour des améliorations au sein de leur communauté sur des questions qui les concernent plutôt que de développer eux-mêmes des plaidoyers. Cependant, les événements rassemblant les autorités pourraient encore être mieux exploités.

### *Maroc*

KIYO pourrait mener une réflexion sur les indicateurs pour traduire plus fidèlement et dans la durée des états subjectifs comme le sentiment de protection, le devoir de protection, la vulnérabilité.

Cette recommandation est en ligne avec la démarche participative entamée par KIYO dans le nouveau programme. Le système de suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage (MEAL), plus spécifiquement les outils de collecte seront développés avec les partenaires, les enfants et les jeunes lors de la phase de démarrage.

### *Palestine*

La principale recommandation pour le programme est d'étendre son intervention à une autre phase. Pour obtenir le changement souhaité à long terme, le programme doit être plus stratégique et définir un ou deux déterminants de la santé dans le contexte national et international, et tous les partenaires doivent y travailler. Le plaidoyer national et international et la mobilisation sociale doivent être évalués et renforcés.

Des groupes de travail thématiques réunissant des partenaires de différents pays, le personnel des bureaux locaux et du siège ont été mis en place pour affiner les objectifs que nous voulons atteindre ensemble, pour développer des stratégies transversales et la planification des actions nécessaires à leur réalisation.

### *Philippines*

La composante recherche sur le plaidoyer politique pour la bonne gouvernance et les meilleures pratiques peut être renforcée parmi les partenaires, en particulier, en développant leur capacité de recherche pour recueillir efficacement

Viva Salud et Solidagro prévoient d'organiser des activités de renforcement des capacités pour les partenaires sur la recherche participative avec le soutien d'IBON, un collaborateur du programme 2022-26. KIYO, la défense des politiques en tant que telle ne sera plus une voie de

des données/informations qui aideront à l'analyse et à la présentation d'alternatives et de propositions politiques.

changement distincte. Lorsque les jeunes veulent s'engager dans le plaidoyer politique, le développement des capacités de recherche et de plaidoyer peut faire partie des plans de développement des capacités mutuelles et partagées.

#### *RD Congo*

Organiser un dialogue entre les ONG belges sur les stratégies d'empowerment et les biais des services directs.

La recherche d'échange sur les approches visant l'amélioration du droit à la santé des populations est pertinente et cadre avec la nouvelle stratégie de Viva Salud de vouloir créer des réseaux pour mutualiser les forces et pousser à des changements structurels. KIYO estime que les rencontres régulières entre les ACNG belges dans le cadre des synergies et complémentarités, du CSC aussi bien que les dialogues stratégiques annuels avec la DGD pourraient être exploitées pour déclencher le dialogue et les réflexions sur l'autonomisation des groupes ciblés à travers nos interventions.

#### *Sénégal*

Former les partenaires sur la théorie du changement.

Lors de la phase de formulation du programme 22-26, les partenaires (1 ancien et 2 nouveaux partenaires) ont été formés sur l'utilisation de la théorie de changement (TdC). Ils ont ensuite appliqué ces nouvelles connaissances dans l'élaboration du programme, lors de plusieurs ateliers de travail. Les marqueurs de progrès ont été élaborés pour contribuer au suivi-évaluation du programme en plus des indicateurs des résultats de l'outcome. L'appropriation de la TdC et la maîtrise de la méthodologie permettront un suivi régulier de cette TdC (notamment lors du rapportage annuel) et une révision éventuelle à mi-parcours du programme.